

Le Musée des beaux

L'ÉDITORIAL

Une défaite longuement préparée

Le canton de Vaud n'aura donc pas de Musée des beaux-arts digne de son rang, de son potentiel et de son rayonnement. Echaudée par toute perspective de dépense non immédiatement rentable en ces temps de crise, et motivée par une addition de raisons disparates à refuser un projet controversé, une courte majorité de Vaudois n'a pas voulu poursuivre l'étude d'un nouveau bâtiment à Bellerive, sur les quais inexploités de Lausanne. Milieux culturels et politiques – et ce journal, qui espérait un oui – encaissent un coup sévère. Ils doivent d'abord s'en prendre à eux-mêmes.

A l'heure des comptes, rien ne sert en effet de maudire des référendaires qui doivent encore convaincre que leur horizon dépasse la procrastination ou le bout de leur nez. Rejeter toute construction nouvelle est par définition plus facile que de la faire accepter. C'est encore plus vrai lorsqu'il s'agit de culture. L'échec du projet de Bellerive montre que ses promoteurs avaient oublié cette règle de la démocratie.

D'abord minés par de vaines querelles d'ego, ils se sont finalement lancés dans la bataille, ce qui explique sans doute le résultat serré. Mais c'était trop peu, trop tard. Depuis le début, il a manqué à ce très ancien projet un élan,

de l'envie et du partage. La leçon est rude pour des élites qui sont restées enfermées dans leur propre logique, sûres de leur bon droit et de leur jugement.

Tous ceux qui, au sommet de l'Etat, ont préféré œuvrer en catimini lorsqu'il aurait fallu, il y a dix ans déjà, préparer la communication et inclure les sceptiques, portent une grande responsabilité dans cet échec. Les milieux artistiques ont trop longtemps préféré la discrétion à l'engagement, et ceux qui, sursaut salutaire, se sont mouillés dans la campagne, sont aujourd'hui pétris d'amertume.

Impossible enfin de ne pas revenir sur une architecture qui n'a pas su se faire comprendre du public, et dont les contours ont grandement servi les desseins de ses adversaires.

Le gâchis serait complet si, par dépit et découragement, les partisans du musée posaient les plaques et attendaient en bougonnant l'initiative de leurs adversaires. On le sait, des collections s'en iront – à commencer par celle de la Fondation Planque –, des hommes et des femmes tourneront le dos, usés par la déception. Pourtant, le canton de Vaud a besoin d'un musée pour montrer la richesse de son patrimoine culturel. Calamiteux dans la campagne, le Conseil d'Etat doit rassembler autour de lui les énergies nécessaires à l'élaboration d'un nouveau projet, qui inclue enfin de manière sérieuse l'avenir des autres musées cantonaux sis au Palais de Rumine. Et qui sait, le temps perdu ne se doublera peut-être pas d'une deuxième génération sacrifiée. Pour l'heure, Vaud devra se contenter d'un Musée des beaux-arts tel que le voulaient les vainqueurs du jour: invisible.

«Il a, depuis le début, manqué à ce très ancien projet un élan, de l'envie et du partage. La leçon est rude pour des élites qui sont restées enfermées dans leur propre logique»



THIERRY MEYER
RÉDACTEUR EN CHEF

Le Conseil d'Etat entend rebondir rapidement

24 Heures, 01.12.08

RECOMMENCER

Pascal Broulis promet avant l'été «une annonce sur la poursuite du dossier». Mais le refus d'hier risque d'être bien difficile à analyser.

LAURENT BUSSLINGER

Ce n'est pas la claque redoutée, mais c'est un refus net. Les 9301 voix qui ont fait la différence ont été trouvées à Lausanne, dans son agglomération et dans les campagnes. Paradoxalement, s'agissant d'un référendum lancé pour protéger la rive du lac, c'est à mesure que l'on s'en éloigne que les non au projet de nouveau Musée des beaux-arts à Bellerive s'accroissent. Entraîné par ses villes, le district de Nyon dit un gros oui à 56,6%. Ceux de Lavaux-Oron et de Riviera-Pays-d'Enhaut (tous deux coupés entre lac et montagne) opinent (50,17% et 50,04%). Tous les autres disent non. Morges de justesse (50,03%), Lausanne à 52%, puis les pourcentages grimpent jusqu'au 63,17% de la Broye et du Vully (voir carte ci-contre).

Hier en fin d'après-midi, la patronne de la Culture vaudoise, Anne-Catherine Lyon, a «pris acte avec beaucoup de regrets» d'un résultat qu'un Conseil d'Etat contrit a mis une prudence de Sioux à commenter. A l'évidence, «une addition d'avis négatifs». La campagne a montré qu'ils allaient du refus du site à celui de l'architecture, en passant par des méfiances vis-à-vis d'un financement privé-public, une crainte des dépenses culturelles quand l'économie tousse, et le sentiment dans l'arrière-pays que Lausanne a déjà reçu beaucoup, notamment avec son métro. Le gouvernement qui promet d'y mettre du soin aura de quoi se livrer à une analyse détaillée. A commencer par celle



TENDUS Les conseillers d'Etat Anne-Catherine Lyon et Pascal Broulis à l'heure de commenter les résultats: «La nécessité de nouveaux espaces pour le Musée des beaux-arts n'est pas contestée, et le projet reste un objectif prioritaire du programme de législature.» LAUSANNE, LE 30 NOVEMBRE 2008

de sa campagne, mal menée. «On est partis trop tard, on a laissé s'installer l'image d'un projet moche», regrette Chris-

«Ce ne sera pas Rumine, le musée doit avoir un bâtiment spécifique»

ANNE-CATHERINE LYON

telle Luisier, coprésidente du comité de campagne. L'autocritique reste toutefois fort mince du côté du gouvernement: «Peut-être n'avons-nous pas assez anticipé», concède son président, Pascal Broulis, alors que François Marthaler, patron des Infrastructures, mettait en avant

«la difficulté de faire passer un projet préparé pour un jury d'architectes, mais pas encore abouti». Formellement, le vote portait, c'est vrai, sur un crédit d'étude de 390 000 francs. Celle-ci n'ira pas plus loin. Ying-Yang, lauréat du projet d'architecture lancé en 2004, est mort-né.

Et maintenant? «Nous avons toujours dit que ce n'était pas un vote contre le musée, mais contre son emplacement», répète le président du comité référendaire, Pierre Santschi. En désignant «le centre-ville, Rumine ou ses abords», comme lieu du futur. Le Conseil d'Etat, lui, exclut Rumine: «Le Musée des beaux-arts doit avoir son bâtiment propre et spécifique»,

a insisté Anne-Catherine Lyon, accrochée aux études menées en 1991.

Broulis veut garder la main

Alors? Pascal Broulis retient «la dynamique», qu'il veut voir «s'être créée sur tout le territoire autour du musée». Face aux motions et aux initiatives qui ne manqueront pas, dès demain, de venir du Grand Conseil, il veut garder la main: «Nous viendrons avant l'été avec une annonce.» Quelle qu'elle soit, elle a intérêt à être forte. Peut-être que «par essence, les musées sont très difficiles à vendre», mais sans projet enthousiasmant, c'est impossible, comme le sait désormais le Conseil d'Etat. ■

«Il faudra une génération pour aboutir»

L'ancienne syndique de Lausanne, Yvette Jaggi, très engagée en faveur du projet de Bellerive (notamment avec le manifeste citoyen), livre une analyse plutôt pessimiste du résultat. «C'est un vote de défiance, sans que l'on sache exactement à l'égard de quoi ou de qui elle s'est manifestée. Les non se sont additionnés malgré l'engagement des milieux politiques, des privés, de la presse. Je crains qu'il y ait eu pas mal de jeu de billard à trois bandes dans ce résultat, et qu'il exprime des ressentiments

et des méfiances très entremêlées, et qui ne sont pas toutes directement liées au projet. Ce sera difficile à analyser.»

«Avec le manifeste citoyen, nous avons voulu insuffler de l'élan et de l'enthousiasme dans ce projet, et nous en avons trouvé, estime l'ex-magistrate. Mais tous les partisans en veulent aujourd'hui beaucoup aux premières images qui ont été présentées, et dont l'impact a été ravageur. Elles pouvaient suffire pour un jury d'architectes, mais elles ne



Yvette Jaggi, ancienne syndique de Lausanne, est très déçue du vote «de défiance» des citoyens.

convenaient pas à un vote populaire.»

«Il n'y a que dans notre pays, regrette encore Yvette Jaggi, que l'on soumette ce type de construction au vote populaire, qui se méfie des grands projets. Croyez-vous

que la pyramide de Pei, au Louvre, aurait été acceptée, ou que le Musée de Bilbao aurait vu le jour dans ces conditions?»

Sur la suite, et même si les opposants ont toujours dit qu'ils ne contestaient pas un nouveau musée, son pronostic est sombre: «Je crains que l'on ne soit reparti pour un très long tour. C'est un projet de génération que de réaliser un nouveau musée de cette ampleur, et je redoute qu'il en faille encore une pour aboutir.»

L. BU.

LIRE CI-CONTRE

Communes	MUSÉE CANTONAL		FLUMÉE PASSIVE INITIATIVE CONTRE-PROJET	
	OUI	NON	OUI	NON
District Argle	832	1176	1403	651
Argle	7	944	117	527
Ban	68	78	96	31
Chessel	45	100	105	45
Corbeyrier	188	270	293	165
Gryon	89	185	178	87
Lavey-Morcles	274	249	387	135
Leyrins	83	141	149	74
Noville	823	990	1286	475
Pully VD	89	177	161	102
Ormont-Dessus	194	236	271	158
Ormont-Dessous				

Consultez dès aujourd'hui sur internet les résultats détaillés des votations de ce week-end dans le canton, commune par commune. Nos lecteurs les retrouveront demain dans 24 heures.

www.24heures.ch

» Le vote en chiffres

LE REFUS Le crédit de 390 000 fr. destiné à financer les études et la mise au point d'un projet de Musée des beaux-arts à Bellerive a été refusé par 52,42% des voix.
AU CHIFFRE PRÈS Les opposants ont recueilli 100 686 non, contre 91 385 oui.
PARTICIPATION Elle s'est élevée à 51,15%.

24 Heures, 01.12.08, suite

Beaux-arts reste à quai

» Trois partisans



SILVIA ZAMORA, municipale lausannoise de la Culture: «Je suis forcément déçue par le résultat de ce dimanche. Mais il ne faut pas s'arrêter aux regrets. Il faut se remettre rapidement au travail, pour construire un projet fédérateur. Et surtout maintenir toute la dynamique de la campagne, qui avait, notamment, permis de réunir pour la première fois les milieux culturel et économique.»



CHRISTELLE LUISIER, coprésidente du comité de campagne: «Je suis déçue mais pas surprise. Dans ma région de Payerne, j'ai constaté que les gens ont découvert tardivement le projet, tout en se disant «à quoi bon investir tant dans la culture?» Mais la nécessité est toujours là, et je souhaite qu'il y ait un plan B, que le gouvernement ait l'énergie de repartir.»



BERNARD FIBICHER, directeur du Musée cantonal des beaux-arts: «Au-delà de l'immense déception, je pense que nous avons été emportés par le côté positif du M2 et que cette fausse image nous a éblouis durant cette aventure. Et puis, il faut souligner la sévère campagne de dénigrement menée par des opposants qui n'ont pas hésité à tenir des propos mensongers. Les diverses réactions que j'ai pu entendre ici et là faisaient toujours état d'un constat: pas d'argent pour la culture. Et on sait bien qu'il est toujours délicat de mener un projet culturel. En ce qui me concerne, je vais maintenant m'octroyer quelques jours de congé et il s'agira de tout reprendre au mois de janvier, car une solution devra être trouvée.» **D. AB. / L. B. / J.-F. D.**

Comment transformer un autogoal en but décisif

AMBITION

Le projet de Bellerive aurait pu être une vitrine du formidable essor de la vie culturelle de ce canton. La vitrine est brisée, du moins symboliquement. Pas de quoi mettre pour autant tous les morceaux, tous les arts, à la poubelle. C'est un nouveau projet, global, qui doit être inventé.

MICHEL CASPARY

Consternation chez les partisans du nouveau musée à Bellerive, pour qui ce vote négatif est un autogoal incompréhensible; et jubilation auprès des opposants, dont une partie refusait qu'on touche aux rives du lac, qui plus est avec cette proposition architecturale trop massive. Un élément, pourtant, semble admis dans les deux camps: en l'état, le Palais de Rumine ne peut plus accueillir autant de musées, et encore moins celui des beaux-arts, dont une vaste partie des collections dort dans ses caves.

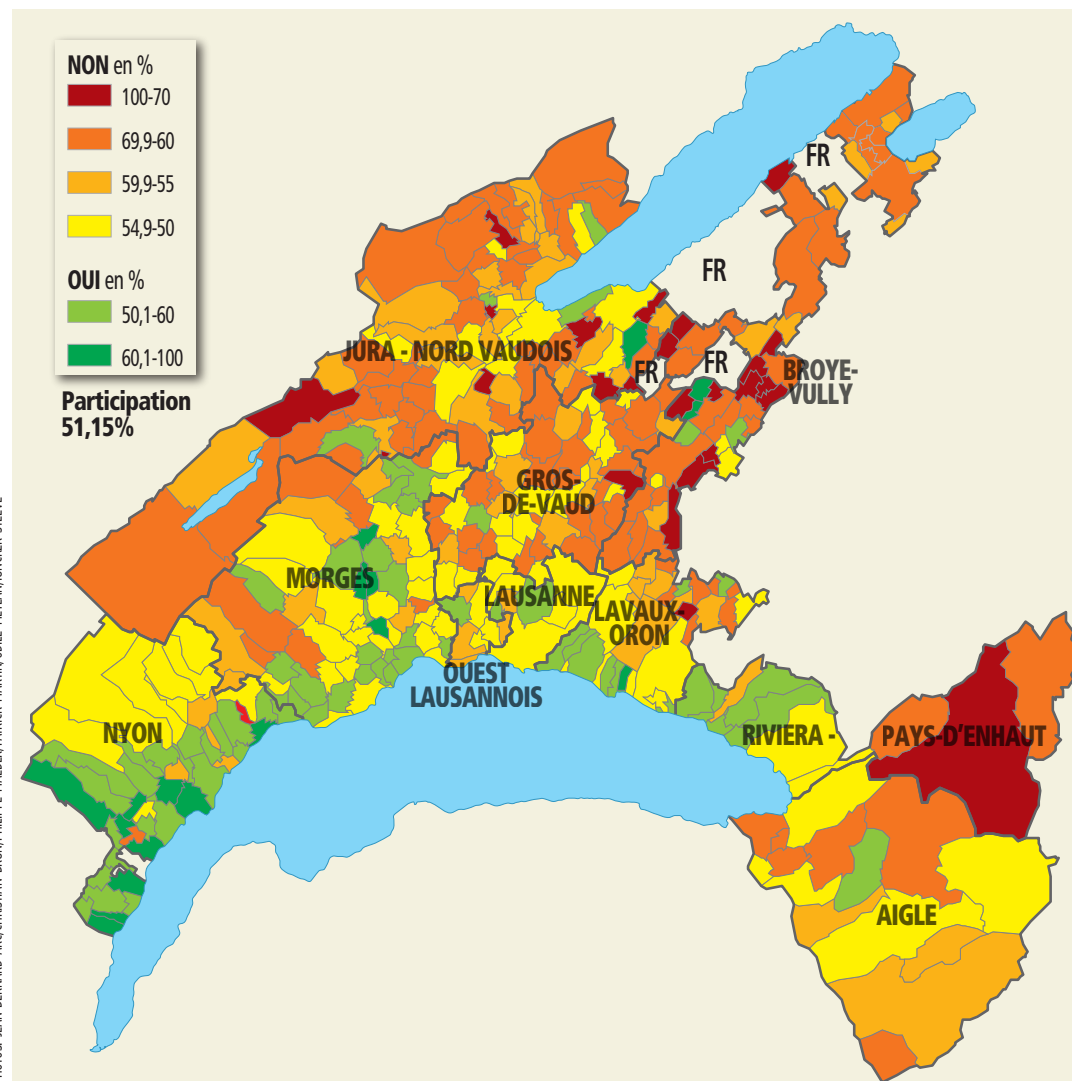
Le Conseil d'Etat ne paraît pas près de lâcher d'un coup le site de Bellerive. Un nouveau projet, plus «beau», voire même plus spectaculaire, fruit d'un concours sur invitation, avec des

ANALYSE

stars de l'architecture, aurait-il plus de chances auprès des citoyens? L'idée est tentante, mais elle a un coût, et ce n'est pas donné.

Le noyau dur des opposants, lui, n'est pas près de lâcher son envie de voir un Grand Rumine au centre-ville, à portée directe des magasins et d'une station du M2. Leur solution, telle que présentée avant le vote: donner de l'espace aux beaux-arts en utilisant au maximum la Riponne, en surface comme en sous-sol. Question coûts, c'est l'inconnue. Et de même pour l'aménagement intérieur du Palais de Rumine.

Connue, en revanche, est la position des collectionneurs, qui avaient promis des trésors si le nouveau musée se faisait à Bellerive, et seulement à Bellerive. Vont-ils désormais partir à l'étranger? La menace était à peine voilée pendant la campagne. Hier, les avis semblaient plus tempérés, même si «un retour à Rumine semble impossible», selon Florian Rodari, conservateur de la Collection Planque. «Jean Planque n'aimait pas ce musée. Il voulait que sa



«Je m'incline devant la majorité, mais le peuple vient de faire une erreur»

PIERRE KELLER, DIRECTEUR DE L'ECAL

collection «puisse aider un musée pauvre». Par exemple, il ne voulait pas qu'un musée où il y aurait déjà des Picasso bénéficie de sa collection.»

Il faudra une nouvelle proposition, concrète, rapide et enthousiasmante de l'Etat pour que les gardiens de ces trésors ne les emmènent pas à l'étranger. De quoi convaincre également les mécènes, comme la Fondation Leenaards. Pays de Vaud et rapidité, cependant, ne font pas sou-



«On ne va pas maintenir un soutien si les conditions ne sont pas remplies»

PIERRE-ALAIN TÂCHE, DE LA FONDATION LEENAARDS

vent la paire. Les partisans du musée au bord de l'eau en sont conscients et désolés. Les opposants ne s'en soucient guère, rejetant tout «chantage» des collectionneurs et mécènes.

La tâche est particulièrement ardue dans la mesure où ville de Lausanne et canton de Vaud ont parfois du mal à travailler et à communiquer d'une même voix. Cette harmonie, cet élan et cette force de conviction ont fait défaut dans la campagne de Belle-



«On a perdu du temps, il nous faut maintenant reprendre notre réflexion»

FLORIAN RODARI, CONSERVATEUR DE LA COLLECTION PLANQUE

rive. L'échec d'hier doit être propice à une remise en question commune sur la manière de vendre un tel projet, mais aussi sur la nécessité urgente de concevoir une politique culturelle globale suivant les circonstances. Rassembler les idées et les moyens, au profit d'un rayonnement indiscutable pour tous. Que l'autogoal d'hier se transforme en but décisif: l'ampleur du défi est à la mesure du rêve brisé de Bellerive. ■

» Trois opposants



PIERRE SANTSCHI, président du comité référendaire: «Je suis content pour ceux qui ont vraiment mouillé le maillot, le résultat est une réussite en matière de sauvegarde des rives du lac. Il y avait dans ce projet des défauts graves à commencer par son illégalité. Les Vaudois se sont souvenus que dans leur hymne il y a l'amour des lois. Au Conseil d'Etat de respecter maintenant sa propre politique de densification urbaine. Si un nouveau musée prend du retard, ce n'est pas à cause de nous, mais de ceux qui n'ont pas tenu compte, en 1991, du rapport Pierre Frei sur la réutilisation de Rumine.»



MICHEL THÉVOZ, ancien conservateur du Musée de l'Art brut: «Le peuple vaudois est devenu adulte malgré les relents de stalinisme véhiculés par la presse. Pour moi, ce refus est un oui au Grand Rumine et ce serait un profond déni de la démocratie si le Conseil d'Etat refusait de se pencher à nouveau sur la question. Il faut que les gens discutent, mais il serait aujourd'hui mesquin de nier Rumine.»



ISABELLE CHEVALLEY, députée, membre du comité référendaire: «David a gagné contre Goliath, je suis heureuse, même si j'attendais un résultat plus net. C'est un vote contre ce projet, pas contre un nouveau musée, nous allons reprendre les choses en main au Grand Conseil. Que les collectionneurs se rassurent et attendent un peu.» **L. B. / J.-F. D.**